

Vers un cycle d'orientation plus inclusif

GENÈVE Considérant le système actuel comme un échec, le Conseil d'Etat veut abolir les sections dans l'espoir de valoriser les élèves les plus faibles. Si tous les acteurs s'accordent sur la nécessité de réformer, des réticences politiques et syndicales se profilent

SYLVIA REVELLO
@sylviarevello

La nouvelle réforme du cycle d'orientation (CO) se précise à Genève. Considérant le système actuel comme un échec, le Conseil d'Etat veut abolir les sections en 9e et 10e années dans l'espoir de valoriser les élèves les plus faibles. Si différents niveaux cohabiteront au sein d'une même classe, les élèves, âgés de 12 à 15 ans, feront l'objet d'exigences individualisées. En 11e en revanche, un dispositif à deux voies est prévu, le tout dès 2022. Sur le plan politique, le parlement va s'emparer de ce projet. La droite émet déjà des réserves. Tout comme les syndicats, pour qui la réforme nécessite des moyens plus importants que les 5 millions prévus pour l'heure.

Depuis sa création dans les années 1960, le cycle d'orientation a vécu de multiples transformations. Aujourd'hui, trois regroupements coexistent avec des passerelles pour circuler d'un niveau à l'autre. Un «système rigide» qui n'a pas rempli ses promesses, à en croire la cheffe du Département de l'instruction publique (DIP), Anne Emery-Torracinta, qui énumère les failles du «nouveau cycle» instauré par son prédécesseur socialiste Charles Beer en 2011.

«Conçu pour donner sa chance à tous, le cycle actuel a au contraire accentué les inégalités scolaires et sociales», déplore la magistrate. Les élèves des sections les moins élevées se sont en effet vus toujours plus marginalisés. En 2020, ils ne représentaient plus que

4% des effectifs contre 12% en 2011, ce qui conduit à une forme de «ghettoïsation». Autre constat: l'échec des passerelles, censées favoriser la progression vers le haut. Les orientations sélectives, elles, se sont multipliées: 514 en 2019 contre 208 en 2011. Pire, les élèves en grande difficulté terminent le cycle avec d'importantes lacunes. Seuls 2,4% d'entre eux remplissent les attentes fondamentales, contre 22% dans le regroupement moyen et 84% dans la section la plus exigeante.

Mieux gérer les différences

«Ces constats nous poussent aujourd'hui à réformer», plaide Anne Emery-Torracinta, réfutant toute volonté de détricotage. Soucieuse de désamorcer les oppositions sur le délicat terrain de l'école qui a souvent viré au champ de bataille, la magistrate a tenu à rassembler l'ensemble des partenaires – directions, syndicats, parents ou encore députés – en amont. L'enjeu des changements annoncés? Améliorer les compétences et l'orientation des élèves, mais surtout mieux gérer leurs différences.

Dans le détail, la nouvelle mouture entend proposer une transition plus souple entre l'école primaire et le secondaire. En 9e, les classes seront mixtes avec des niveaux différenciés en français et en mathématiques uniquement. Les exigences seront fixées en fonction des résultats en primaire et pourront être réévaluées en cours d'année. L'année suivante, des niveaux seront également introduits en anglais et en allemand. Les établissements garderont une



«L'expérience montre que la mixité bénéficie à tous les élèves», affirme Anne Emery-Torracinta, cheffe du Département de l'instruction publique à Genève. La magistrate soutient également que la crainte d'un nivellement par le bas ne se vérifie pas. (SALVATORE DI NOLFI/KEYSTONE)

marge de manœuvre pour scinder ou non les classes. La 11e, enfin, est conçue autour de deux voies. L'une menant à une maturité gymnasiale ou professionnelle, l'autre débouchant vers l'école de culture générale ou le CFC. Les filières sport-art-études demeureront, de même que les classes spécialisées pour les élèves allophones.

Grande nouveauté: un parcours accéléré en deux ans destiné aux profils présentant de grandes facilités. Selon les premières prévisions, cela ne devrait toutefois concerner qu'une vingtaine d'élèves par année.

Formation des enseignants

«L'expérience montre que la mixité bénéficie à tous les élèves», affirme Anne Emery-Torracinta, soulignant que la crainte d'un nivellement par le bas ne se vérifie pas. «Ce n'est pas pour rien que le Jura, le Valais et Neuchâtel ont opté pour des systèmes similaires.» En créant des classes mixtes, le DIP espère également économiser des coûts sur les sections les plus faibles aujourd'hui limitées à 12 élèves. A terme, les effectifs moyens par classe devraient baisser.

Consciente que l'adhésion des enseignants est capitale, Anne Emery-Torracinta a prévu une formation pour les accompagner dans le changement. Pas

«Il aurait été plus sûr de commencer par un projet pilote pour s'assurer que les réponses apportées soient les bonnes»

PIERRE NICOLLIER, DÉPUTÉ PLR

de quoi rassurer David Fernex, membre du bureau de la Fédération des associations des maîtres du cycle d'orientation (Famco). «La nécessité de réforme est partagée par la base, souligne-t-il, mais la mixité suppose beaucoup de changements.» Sa crainte? Que les moyens ne suivent pas. «Pour que la mixité profite à tous, les classes ne doivent pas excéder 18 élèves», affirme-t-il, soulignant que la

prise en charge des élèves en très grande difficulté, qui ne pourront pas s'intégrer dans le nouveau système, reste encore floue.

Les membres de la commission de l'enseignement consultés ont-ils été convaincus? Pour le député socialiste Emmanuel Deonna, la réforme apporte une «réponse équilibrée et cohérente aux problèmes du terrain». «Si les élèves se sentent valorisés, ils feront les bons choix d'orientation», estime-t-il, saluant la démarche participative du DIP.

Favorable à une réforme sur le fond, le PLR Pierre Nicollier émet quant à lui des doutes. «Le DIP estime qu'un jeune en difficulté apprendra mieux dans une classe plus nombreuse mais mixte qu'aux côtés d'un petit nombre d'élèves du même niveau. Je ne partage pas ce postulat.» A ses yeux, l'enjeu se situe plutôt autour des effectifs, à réduire, mais aussi autour de l'apprentissage, à valoriser. «Il aurait par ailleurs été plus sûr de commencer par un projet pilote pour s'assurer que les réponses apportées soient les bonnes», souligne le député, inquiet du coût généré par un projet aussi massif. ■